



[n Editions précédentes](#)

[n Contactez nous](#)

[n](#)

PROGRAMME DE DOHA POUR LE DÉVELOPPEMENT [haut de page](#)

Le Conseil général soutient la suspension des négociations commerciales, l'Équipe spéciale présente des recommandations sur l'"Aide pour le commerce"



A sa réunion des 27 et 28 juillet 2006, le Conseil général a soutenu une recommandation du Directeur général Pascal Lamy visant à suspendre les négociations de Doha. L'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce a présenté son rapport et ses recommandations visant à aider les pays en développement à accroître leurs exportations de marchandises et de services.

> [Pour en savoir plus](#)

> [Résumé de la réunion](#) (uniquement en anglais)

Les négociations menées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement doivent être suspendues car les divergences entre les principaux protagonistes restent trop importantes. Les Chefs de délégation, s'exprimant lors d'une réunion informelle du Comité des négociations commerciales le 24 juillet 2006, sont convenus avec le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qu'il s'agissait d'un revers pour tous les Membres.

> [Pour en savoir plus](#)

Les consultations engagées par le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, n'ont suscité qu'une avancée très minime des négociations et c'est maintenant aux dirigeants des grandes économies qu'incombe la responsabilité d'accorder une plus grande marge de manoeuvre à leurs ministres pour négocier, a-t-il dit au sommet du Groupe des huit qui s'est tenu à Saint-Petersbourg le 17 juillet 2006.

> [Pour en savoir plus](#)

Le Directeur général Pascal Lamy s'est félicité, le 10 juillet 2006, de l'approbation formelle, par le Groupe de négociation sur les règles, d'un nouveau mécanisme de l'OMC pour la transparence de tous les accords commerciaux régionaux (ACR).

> [Pour en savoir plus](#)

Le Directeur général Pascal Lamy a indiqué, dans une déclaration faite

devant le National Press Club à Tokyo le 6 juillet, que “si les Membres envisagent sérieusement de créer un système commercial plus ouvert, équitable et adéquat, il n'y a pas d'autre solution que d'avancer maintenant”.

> [Pour en savoir plus](#)

Les Ministres n'ont pas pu réduire leurs divergences au sujet des “modalités” ou accords modèles nécessaires pour compiler les abaissements détaillés des droits de douane et des subventions à l'agriculture, et les Membres ont demandé au Directeur général, M. Pascal Lamy, de s'efforcer de trouver un compromis “dès que possible”. Les Membres pensaient comme lui que les négociations se trouvaient dans une situation de crise. Le 1er juillet 2006, une réunion formelle du Comité des négociations commerciales, lequel rassemble tous les Membres de l'OMC, a mis fin à trois jours de discussion entre un groupe représentatif de Ministres. Aucun progrès n'a été fait malgré les efforts visant à réduire les écarts en ce qui concerne les formules de réduction des droits de douane et des subventions, diverses flexibilités et d'autres disciplines devant figurer dans les “modalités”.

> [Pour en savoir plus](#)

[n](#)

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES [haut de page](#)

Nicaragua: Une plus grande libéralisation multilatérale pourrait soutenir les progrès économiques récents

L'organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC a procédé les 24 et 26 juillet 2006, à l'examen de la politique commerciale (EPC) du Nicaragua. Depuis le dernier examen en 1999, le Nicaragua a connu un développement économique favorable avec une croissance modérée du PIB, la maîtrise du déficit budgétaire et la réduction de la dette extérieure à des niveaux soutenables, grâce à un programme d'ajustement macro économique et à une politique visant à maintenir les marchés ouverts, selon un rapport du Secrétariat de l'OMC. Le rapport indique que, au cours de la période considérée, le Nicaragua a éliminé la surtaxe à l'importation qu'il avait instaurée en 1994, a refondu ou modifié sa législation dans de nombreux domaines, a peu recouru à des mesures contingentes, a appliqué des obstacles non tarifaires limités et a apporté des améliorations dans divers domaines dont les procédures d'importation, l'évaluation en douane et la protection de la propriété intellectuelle; de plus, de nouvelles réformes sont à l'étude. Cependant, bien qu'il soit relativement peu élevé, le taux de droit NPF moyen a augmenté ces dernières années, ce qui s'explique dans une large mesure par la poursuite du processus d'harmonisation engagé dans le cadre du Marché commun centraméricain.

> [Pour en savoir plus](#)

Togo: La stabilité sociopolitique et des réformes ambitieuses pourraient améliorer les résultats économiques

L'organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC a procédé les 3 et 5 juillet 2006, au deuxième examen de la politique commerciale (EPC) du Togo. D'après un rapport du Secrétariat de l'OMC sur la politique et les pratiques commerciales du Togo, la stabilité socioéconomique, des réformes ambitieuses et une amélioration des engagements multilatéraux en matière de commerce des biens et services pourraient créer un

environnement favorable aux affaires au Togo et rendre son régime commercial plus transparent, plus crédible et plus prévisible. De telles réformes consolideraient la situation macro-économique actuelle et stimuleraient l'investissement privé si nécessaire qui est actuellement quasiment absent à cause, entre autres choses, de l'instabilité sociopolitique au Togo et des médiocres résultats macro-économiques du pays. Le rapport note que ces efforts seraient appuyés par la communauté internationale par un accès aux marchés amélioré pour les biens et services du Togo et une réponse favorable à ses demandes d'assistance technique.

> [Pour en savoir plus](#)

n

ACTIVITÉS DE L'OMC [haut de page](#)

Le Conseil du commerce des marchandises approuve la dérogation relative à l'octroi par les CE d'un régime commercial préférentiel à la partie occidentale des Balkans



Le Conseil du commerce des marchandises a approuvé, le 12 juillet 2006, la demande de dérogation présentée par les Communautés européennes relative à l'octroi d'un régime commercial préférentiel à la partie occidentale des Balkans et est convenu de la transmettre au Conseil général pour adoption.

> [Pour en savoir plus](#)

La République dominicaine rejoint les participants à l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information

Le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information a approuvé, le 7 juillet 2006, la participation de la République dominicaine, qui est ainsi devenue le 68ème membre de l'Accord de l'OMC sur les technologies de l'information (ATI).

> [Pour en savoir plus](#)

TRIPS Council: EC presents implementing regulation on public health decision **(temporairement en anglais)**

The Council for Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights, on 14-15 June, took note of new notifications made under various provisions of the TRIPS Agreement. In this context, the European Communities introduced a new EC regulation on compulsory licensing of patents to implement the recent WTO Decisions on the implementation of paragraph 6 of the Doha Declaration on the TRIPS Agreement and Public Health.

The Council took note of the outstanding material required to complete the pending reviews of eight members. Regarding the review of national implementing legislation of Saudi Arabia, it set target dates for the submission of questions and answers.

The Council continued its discussion of the agenda items on the review of the provisions of Article 27.3(b), the relationship between the TRIPS Agreement and the Convention on Biological Diversity, and the protection of traditional knowledge and folklore on the basis of contributions by members.

The Council had before it three new communications: from Japan on "The Patent System and Genetic Resources"; from Norway on "Amending the TRIPS Agreement to Introduce an Obligation to Disclose the Origin of

Genetic Resources and Traditional Knowledge in Patent Applications”; and from Brazil, China, Cuba, India, Pakistan, Peru, Thailand and Tanzania on a disclosure proposal, which they requested to be circulated also as a TRIPS Council document. Colombia requested to be listed as a co-sponsor.

It agreed that the Chair hold further consultations on how the Council should organize its future work on the review of the application of the provisions of the Section on geographical indications under Article 24.2.

The Council agreed that the annual review of technical cooperation be held at its meeting scheduled for 25-26 October 2006. In preparation for this, it invited developed country members to supply information on their activities pursuant to Article 67 of the TRIPS Agreement. Other Members who also make available technical cooperation were encouraged to share information on these activities if they so wished. Furthermore, intergovernmental organizations that have observer status in the TRIPS Council and the WTO Secretariat were invited to provide information on their activities of relevance.

This information was requested by 29 September 2006 to allow its timely circulation before the October meeting. The Secretariat reported on action to enhance technical cooperation in favour of LDCs, including in cooperation with WIPO, as called for by the Decision on “Extension of the Transition Period under Article 66.1 for Least-Developed Country Members”.

On the request of the European Communities, the Council had a further exchange on the communications from the European Communities on “Enforcement of Intellectual Property Rights”.

Other agenda items that the Council took up were non-violation and situation complaints, the review of implementation of the TRIPS Agreement under Article 71.1; observer status for international intergovernmental organizations; and information on relevant developments elsewhere in the WTO.

Under “Other Business”, the Council agreed on the arrangements for its fourth annual review of developed country members' reports on their implementation of Article 66.2 of the TRIPS Agreement. The Council requested developed country Members to submit new detailed reports on actions they had taken or planned in pursuance of their commitments under Article 66.2 by 29 September, in order to allow their timely circulation and review at the Council's meeting scheduled for 25-26 October.

ACCESSIONS [haut de page](#)

Les négociations achevées sur le plan bilatéral et quasiment achevées sur le plan multilatéral, l'accession du Viet Nam est en vue

Le Président du Groupe de travail de l'accession du Viet Nam a indiqué au groupe, le 19 juillet 2006, qu'il avait l'intention de parvenir à un accord final à la réunion du Conseil général d'octobre.

> [Pour en savoir plus](#)

Yemen submits revised offers on goods and services **(temporairement en anglais)**

The Working Party on the Accession of Yemen, at its third meeting on 7 July, continued its examination of Yemen's foreign trade regime on the basis of documentation provided by Yemen and a Revised Factual Summary of Points Raised prepared by the Secretariat. Yemen is to provide further inputs and a revised legislative action plan prior to the next meeting. It submitted revised offers on goods and services and met bilaterally with interested Members on the fringes of the Working Party meeting. China announced that it had concluded its market access negotiations with Yemen. Revised offers are to be submitted in advance of the next meeting. No date was fixed for the next meeting but it may be held in early-2007.

Montenegro tables initial offer on goods

The Working Party on the Accession of Montenegro to the WTO, at its second meeting on 5 July, received positively the latest information on foreign trade regime of Montenegro and the initial offer on goods. The meeting proceeded in an expeditious and business-like manner. The delegation from Montenegro was led by Dr. Gordana Djurovic, Minister for International Economic Relations and European Integration. The timing of the next meeting will be fixed once new inputs have been received from Montenegro.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS [haut de page](#)

L'OMC désigne un nouveau membre de l'Organe d'appel



L'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC a désigné aujourd'hui (31 juillet) M. David Unterhalter (Afrique du sud), âgé de 47 ans, pour siéger aux côtés des six autres membres de l'Organe d'appel, en remplacement de M. John Lockhart décédé en janvier dernier.

> [Pour en savoir plus](#)

L'ORD établit des groupes spéciaux pour les différends sur les crevettes et les services de jeux

L'Organe de règlement des différends a établi, le 19 juillet 2006, un groupe spécial chargé d'examiner les mesures prises par les États-Unis sur les crevettes en provenance de l'Équateur (DS335) et un groupe spécial de la mise en conformité chargé d'examiner la mise en oeuvre par les États-Unis des décisions sur les services de jeux (DS285).

> [Pour en savoir plus](#)

WTO Working Group discusses paper on technology transfer to developing countries (temporairement en anglais)

The Working Group on Trade and Transfer of Technology, on 13 July, in its consideration of possible recommendations on steps that might be taken within the mandate of the WTO to increase flows of technology to developing countries, discussed an earlier submission tabled by India, Pakistan and the Philippines.

The proponents provided detailed responses and clarification to the questions that some developed countries had posed which mainly related to issues on “the linkage between Articles 66.2, 67 and 7 of the TRIPS Agreement”; “the meaning of formal adoption of voluntary guidelines”; “the intent of the establishment of mechanisms for the formation, assessment and implementation of technological standards”; and “the development of mechanisms to disseminate and exchange information on investment and technology-related incentives and best practices”. These issues will remain on the agenda of the next meeting.

Members continued their consideration of the relationship between trade and transfer of technology and had a useful discussion, including in the context of two studies that were introduced by UNCTAD (“Salmon Industry in Chile”) and UNIDO (“Technology Transfer and Trade: The Toy Industry in India”) at the last meeting of the Working Group.

In addition to highlighting the importance of the mandate of the Working Group to developing countries and to the development dimension of the Doha Round, some members stressed the need for assessing the impact of multilateral trade rules on technology flows. Members have been encouraged to make country presentations, highlighting through national examples, the role that trade can play in facilitating technology transfer.

CTD Chair highlights progress on agreement-specific proposals

At the Special Session of the Committee on Trade and Development meeting on 7 July, the Chairman, Amb. Burhan Gafoor (Singapore) briefed delegations on the status of work on the remaining Agreement-specific proposals. He highlighted the progress made on seven of the proposals and stressed the need for members to seek elements of convergence, on the remaining nine proposals, so that he could start a text-based discussion on them too.

Zambia, on behalf of the LDCs, made a presentation on the two papers they had recently submitted, one on Rules of Origin and the other on Market Access. Both papers are intended to contribute to the discussions on the duty-free and quota-free market access decision. Notwithstanding the reservations expressed by some delegations, these submissions will be discussed further in the next meeting of the Special Session.

Under the agenda item on the outstanding issues, the discussions mainly focused on the Monitoring Mechanism, with members agreeing that it was important to reach an understanding on the scope of the Mechanism. The Secretariat will be preparing a compilation of all the earlier submissions made on the Monitoring Mechanism.

CTD resumes discussion of ASEAN-China FTA

The Committee on Trade and Development, during its regular session on 6

July resumed its discussion on the notifications made by Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) and China under the Enabling Clause. There was no agreement on a request that answers submitted bilaterally by ASEAN and China to the European Communities, the United States and Japan be shared with all members and circulated as a CTD document. The Chairman said he would consult with the concerned members and report back to the CTD at its next meeting.

Discussion continued on the EC's notification under the Enabling Clause concerning its revised GSP scheme and the EC's written responses to questions posed by Brazil, China, India and Pakistan. The item will remain on the agenda for the next meeting.

Under the agenda item concerning the Hong Kong Decision to provide duty-free and quota free market access (DFQF) for LDCs, Japan submitted a note explaining the steps it would take to implement the Decision. Zambia, on behalf of the LDC Group, said that work in the CTD was only one aspect of the Decision and drew Members' attention to two recent submissions made by the Group to the CTD in Special Session (on rules of origin and on DFQF market access implementation of the Decision).

The Committee continued its review of the developmental aspects of the negotiations and discussed the Secretariat's recently revised paper in this regard. Delegations welcomed the paper and many emphasized its usefulness as a document which shows the potential of the Round to make a contribution to development. Members urged the Secretariat to continue revising the paper to reflect developments in the Round.

The Committee listened to presentations by the Food and Agriculture Organization (FAO) on commodities and by the EC on its Export Helpdesk for Developing Countries.

Finally, a representative of the Institute for Training and Technical Cooperation (ITTC) appealed to donors to make urgent contributions to the Global Trust Fund for technical assistance.

Les organes de gestion du Cadre intégré (CI) adoptent des recommandations concernant un CI renforcé

Les deux organes de gestion du CI, le Groupe de travail et le Comité directeur, ont adopté, le 5 juillet 2006, les recommandations concernant un Cadre intégré renforcé.

> [Pour en savoir plus](#)

Members discuss Secretariat studies on LDC trade (temporairement en anglais)

The Sub-Committee on Least-Developed Countries, on 12 July, under the item on Market Access for LDCs took up two Notes prepared by the Secretariat.

It resumed its consideration of the Note entitled "Market Access Issues Related to Products of Export Interest Originating from Least-Developed Countries". In view of requests from delegations at the previous meeting, the Secretariat provided additional information on tariff measures facing LDC exports in selected markets.

The Sub-Committee had a first substantive discussion on the Note prepared by the Secretariat, pursuant to a request by the Sub-Committee at the previous meeting, entitled "Non-Tariff Measures on Products of

Export Interest to the LDCs". In light of its substantive content, the Sub-Committee agreed to continue its examination at its next meeting.

The delegation of Benin introduced the Cotonou Ministerial Declaration as well as the Cotonou Strategy, which resulted from the Ministerial Meeting of the LDCs held in Cotonou from 5 to 8 June to prepare for the mid-term comprehensive global review of the Brussels Programme of Action for the LDCs for the Decade 2001-2010. The LDCs requested for faithful implementation of the commitments made by the international community through the Brussels Programme of Action.

Le 37ème cours de politique commerciale de l'OMC s'achève



Le Directeur de l'Institut de formation et de coopération technique, M. Paul Rolian, a présidé, le 25 juillet 2006, une cérémonie de remise des diplômes organisée à l'occasion de la clôture du 37ème cours de politique commerciale, qui s'est déroulé en espagnol.

> [Pour en savoir plus](#)

Le 7 juillet 2006, vingt-quatre fonctionnaires d'États membres de l'OMC et observateurs ont achevé cinq jours d'étude approfondie des règles et procédures régissant le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

> [Pour en savoir plus](#)

Japan, the Czech Republic and Spain contribute to WTO technical assistance



- Le gouvernement japonais a fait un don de 50 millions de yen (572 727 FS) pour financer les activités d'assistance technique et de formation organisées en 2006 par l'OMC.
> [Pour en savoir plus](#)
- Le gouvernement tchèque a fait un don de 1,5 million de CZK (76 173 FS) au Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement de l'OMC.
> [Pour en savoir plus](#)
- Le gouvernement espagnol a, le 1er juillet 2006, signé un mémorandum d'accord avec l'OMC au sujet d'une contribution de 342 000 euros (532 000 francs suisses environ) qui servira à financer des activités d'assistance technique et de formation en Amérique latine et aux Caraïbes.
> [Pour en savoir plus](#)



Les subventions accordées par les pouvoirs publics peuvent être des instruments utiles pour corriger les défaillances du marché et favoriser la réalisation d'objectifs sociaux, mais elles peuvent aussi fausser les échanges et provoquer de vives réactions de la part des partenaires commerciaux, indique le Rapport sur le commerce mondial 2006 de l'OMC, qui a été rendu public le 24 Juillet. “Les économistes de l'OMC ont soigneusement analysé les diverses formes de soutien auxquelles les pouvoirs publics ont recours et leur incidence dans un certain nombre de secteurs. Si certaines subventions peuvent être profitables à la société et compenser les externalités négatives de l'activité économique, d'autres types de soutiens publics sont manifestement beaucoup plus controversés et peuvent avoir des effets préjudiciables. Une partie importante des négociations du Cycle de Doha vise à réduire les subventions qui faussent les échanges tout en encourageant les pouvoirs publics à utiliser d'autres formes de soutien qui peuvent faciliter le développement et la protection de l'environnement. Réorienter ainsi le soutien est politiquement difficile et exige détermination et courage, mais il est évident que de telles réformes peuvent favoriser l'application de règles uniformes et s'accompagner d'avantages réels dans tous les domaines” a dit le Directeur général, Pascal Lamy.

> [Pour en savoir plus](#)